

III/ CROISSANCE HUMAINE ET CROISSANCE SPATIALE DES VILLES

PERSPECTIVES DE POPULATION DES GRANDES VILLES AFRICAINES

Francis GENDREAU

INTRODUCTION

Le développement des grandes villes que connaissent la plupart des pays africains pose aux responsables des problèmes nombreux et souvent aigus : création d'emplois, construction de logements, mise en place de moyens de transport, approvisionnement vivrier, équipement sanitaire et scolaire... Ces phénomènes ne peuvent être résolus sans une bonne connaissance du phénomène, de l'urbanisation, notamment dans ses éléments quantitatifs et dans une vision d'avenir. D'où la nécessité de pouvoir disposer de perspectives d'évolution de la population de ces villes. L'objet de la présente communication est de présenter un tel travail, au sujet duquel les remarques liminaires suivantes doivent être énoncées :

- il s'agit d'un travail en cours, dont les premiers résultats doivent être repris après examen critique ;
- l'on peut être sceptique quant à la possibilité d'élaborer de telles perspectives, vu le manque de données de base. Si une telle entreprise a été néanmoins tentée, c'est dans un but exploratoire, et surtout pour essayer de dégager les tendances « lourdes » du phénomène ;
- l'horizon que l'on s'est fixé ici est d'ailleurs l'année 1985, et il serait sans doute très aléatoire de vouloir poursuivre l'exercice au-delà ;
- le champ couvert par ces perspectives est celui des 25 pays avec lesquels la France entretient des rapports de coopération (leur liste figure dans les tableaux ci-après).

* * *

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 18. 722 ed1

Cote : B

22 OCT. 1985

B18. 722 ed1

Compte tenu de ces remarques, l'on rappellera dans un premier temps les principales méthodes d'élaboration de perspectives de population urbaine. L'on présentera ensuite les données utilisées, la méthode retenue et enfin les résultats.

I. LES METHODES D'ELABORATION DE PERSPECTIVES DE POPULATION URBAINE

Il ne s'agit pas ici d'examiner ces méthodes en détail, mais de donner un bref aperçu de l'état de la question (1). Schématiquement, l'on peut distinguer deux grands groupes de méthodes.

1) Les méthodes « purement démographiques »

Ce sont celles qui ne font intervenir que des variables démographiques au sens strict, sans qu'aucune relation avec des variables d'ordre socio-économique ne soit prise en compte. Dans ce groupe, les méthodes peuvent être classées en deux types :

a) *Les méthodes globales* qui ne considèrent ni les répartitions par sexe et par âge, ni les composantes démographiques de l'accroissement (mouvement naturel, mouvement migratoire).

L'on cherchera à exprimer la population urbaine (ou la population d'une ville particulière, ou le taux d'urbanisation) en fonction du temps.

Le modèle le plus simple est le schéma exponentiel (ou géométrique) où la population urbaine U croît à taux constant r :

$$U_t = U_0 (1 + r)^t$$

Un phénomène de « saturation » peut être introduit dans cette croissance en utilisant un schéma logistique, par exemple :

$$U_t = \frac{L}{1 + e^{-a(t-b)}}$$

Dans ce cas, la population urbaine (ou la population d'une ville) tend vers la limite L lorsque le temps T augmente indéfiniment (a et b sont deux paramètres).

Si l'on travaille avec le taux d'urbanisation u , qui doit rester compris entre 0 et 1, l'on utilisera aussi ce schéma logistique :

$$u_t = \frac{1}{1 + e^{-a(t-b)}}$$

(1) Le lecteur qui voudrait approfondir le problème pourra se reporter par exemple aux références suivantes :
 - « Méthodes de projection des populations urbaine et rurale », Nations Unies, New York, 1975, Etudes démographiques n° 55, 131 p.
 - TERMOTE (M.G.), février 1980 : « Problèmes méthodologiques des perspectives de population urbaine », communication à la « Chaire Quetelet 1980 », 48 p. multi.

L'on peut aussi signaler la méthode des Nations Unies, fondée sur l'hypothèse que la différence entre les taux d'accroissement des populations urbaine et rurale est constante. L'on montre que l'on aboutit alors à la formule :

$$U_t = \frac{Tt}{1 + a e^{-ht}}$$

T représente la population totale pour laquelle des perspectives doivent être préalablement établies ; a est un paramètre et h est la « DTCUR » (différence des taux de croissance urbain et rural) supposée constante.

Il existe enfin d'autres méthodes globales plus complexes faisant intervenir la redistribution de la population entre les ensembles urbain et rural.

b) *Des méthodes plus élaborées* peuvent être utilisées, qui s'appuient sur le mécanisme de croissance d'une population. D'une part l'on peut élaborer des perspectives par sexe et par âge, d'autre part l'on peut tenir compte des composantes de l'accroissement : à la date t l'effectif de la population s'écrit :

$$U_t = U_{t-1} + N - D + I - E + R$$

U est l'effectif de la population urbaine (ou l'effectif de la population d'une ville donnée). Dans la période de temps (t - 1, t), se produisent N naissances, D décès, I arrivées (immigrations) et E départs (émigrations). R représente la « reclassification territoriale » c'est-à-dire pour chaque ville l'intégration de nouvelles populations due à des changements dans les limites de l'agglomération, et pour l'ensemble de la population urbaine, l'intégration de nouvelles villes dans cet ensemble.

2. Les modèles démo-économiques

Les méthodes « purement démographiques » ne sont basées sur aucune analyse explicative de l'évolution de la population urbaine. Il s'agit d'une approche mécaniste. Les modèles démo-économiques introduisent des variables explicatives d'ordre socio-économique pour expliquer la répartition de la population entre les ensembles urbain et rural. Ils sont très nombreux, allant du plus simple au plus complexe.

A titre d'exemple, on peut citer celui de la Banque Mondiale reliant le taux d'urbanisation U au Produit National Brut par personne-x, par l'intermédiaire d'une fonction logistique :

$$U_t = 0,85 \frac{1 - e^{-0,0025 x_t}}{1 + 0,5e^{-0,0025 x_t}}$$

L'utilisation de ce modèle nécessite alors d'élaborer préalablement des perspectives du PNB/tête...

II. LES DONNÉES DISPONIBLES

Il n'y a pas de méthode « meilleure » qu'une autre dans l'absolu : tout dépend des données disponibles. Or celles relatives à la croissance urbaine dans les pays africains n'échappent pas aux caractéristiques générales des données démographiques sur l'Afrique : chiffres incertains, nombreuses lacunes...

Pour ce premier travail d'élaboration de perspective, l'on a essayé de recueillir toutes les données sur les effectifs de population des villes africaines depuis 1945. Ceci dans l'esprit d'utiliser une méthode « globale », les données sur les structures par sexe et par âge et sur les mouvements naturel et migratoire n'étant pas toujours disponibles.

Ce recueil a porté sur 83 villes « susceptibles » d'atteindre 100.000 habitants en 1985, seuil qui a été fixé dans le cadre de cette étude pour définir la « grande Ville ».

Ces données posent certains problèmes que nous allons examiner ici :

1. Omissions

Certaines villes peuvent avoir été omises, ceci faute de documentation suffisante. Notons d'ailleurs que les résultats des derniers recensements ne sont pas toujours disponibles. De même, pour une ville donnée, certaines estimations manquent peut-être. Un travail documentaire complémentaire devra être entrepris pour combler ces lacunes.

2. Hétérogénéité

Les estimations retenues proviennent de sources très diverses : recensements ou enquêtes démographiques, enquêtes diverses (budget, emploi...), dénombrements administratifs, comptages réalisés à l'occasion de campagnes de vaccination, extrapolations à partir de listes électorales...

3. Qualité

La « fiabilité » des chiffres est donc très diverse, et l'on s'en rend immédiatement compte lorsque l'on examine les courbes de croissance qui présentent souvent des « dents de scie » rarement explicables. Si certains événements sont susceptibles d'avoir entraîné un accroissement ou au contraire une chute des effectifs, tel n'est pas toujours le cas et le plus souvent ces variations sont inexplicables et proviennent d'erreurs (volontaires ou non) dans les estimations.

4. Définition

Certaines variations peuvent provenir de l'extension du périmètre urbain, l'administration décidant d'inclure dans les limites de la ville certains villages ou certaines banlieues proches. De telles décisions ne sont pas toujours indiquées dans les documents consultés.

Un problème connexe est lié à l'existence de deux estimations possibles : l'une pour la ville proprement dite, l'autre pour l'agglomération. Parfois seule l'une des deux est donnée, sans que soit toujours indiqué à quel ensemble elle se réfère. Lorsque les deux chiffres étaient disponibles, l'on a conservé celui relatif à l'agglomération.

5. Date de référence

Le plus souvent, seule l'année de l'estimation figure dans les documents sans précision du mois et du jour. Quand la date exacte était connue, on a effectué l'estimation au 1^{er} janvier le plus proche.

III. LA METHODE UTILISEE

Compte tenu des problèmes soulevés par la qualité des données, il a semblé inutile de vouloir utiliser une méthode sophistiquée. Ceci d'autant plus que lorsque l'on porte les effectifs sur un graphique semi-logarithmique, dans de nombreux cas, la courbe représentative obtenue semble pouvoir être ajustée facilement par une droite.

L'on a donc élaboré les perspectives en s'appuyant sur l'hypothèse de la constance du taux d'accroissement de chaque ville. Cette hypothèse, vérifiée approximativement dans le passé, n'est pas irrecevable si l'on ne travaille qu'à court terme, comme c'est le cas ici où l'horizon est 1985.

Le taux constant retenu pour chaque ville est celui obtenu par la méthode des moindres carrés appliquée aux logarithmes des effectifs.

Dans quelques cas, l'allure de la courbe ne permettait pas de s'en tenir à cette hypothèse, car elle faisait apparaître un ralentissement de la croissance. On a alors pris en compte cette observation soit en ajustant graphiquement une courbe, soit en utilisant la méthode des moindres carrés sur une partie seulement (la plus récente) des données. Il s'agit de Gagnoa (qui alors n'atteint pas les 100.000 habitants avant 1985) et de Man, Nouakchott, Kigali, N'Djamena et Kikwit.

IV. LES RESULTATS

En annexe figurent les données de base recueillies pour les 44 villes qui atteignent les 100.000 habitants avant 1985.

Le tableau I fournit pour chacune de ces villes son taux d'accroissement, et ses effectifs en 1980 et en 1985.

Les taux obtenus sont élevés : ils sont toujours supérieurs à 3 %, et la moitié se situe entre 5 et 7 % ; quatre d'entre eux sont supérieurs à 10 % (Abidjan, Niamey, Kigali, Kananga).

Six villes franchissent la barre des 100.000 habitants entre 1980 et 1985 : Bafoussam, Garoua, Man, Bissau, Fianarantsoa et Ziguinchor.

Enfin quatre villes ont plus d'un million d'habitants : Abidjan, Dakar, Kananga et Kinshasa.

Le tableau III fournit à chacune des deux dates 1980 et 1985, et pour chacun des 25 pays considérés, le nombre de ses villes de plus de 100.000 habitants, leur population, la population totale du pays, et le rapport entre ces deux effectifs qui représente le taux d'urbanisation pour les villes de plus de 100.000 habitants.

Au total pour l'ensemble des 25 pays, la population des villes de plus de 100.000 habitants passerait de 15,5 millions à 23,7 millions, soit un taux annuel d'accroissement de 8,8 %. Le taux d'urbanisation de l'ensemble passerait de son côté de 16 à 21 %.

Les indicateurs sont très variables d'un pays à l'autre. Il faut signaler le poids du Zaïre qui en 1985 abriterait plus de 10 millions de personnes dans ses villes de plus de 100.000 habitants.

Six pays ont en 1980 plus de 25 % de leur population concentrée dans les villes de plus de 100.000 habitants, cette proportion était supérieure à 31 % en 1985. Il s'agit de Djibouti, du Congo, de Maurice, du Zaïre, du Gabon et du Sénégal.

Notons enfin que si la population totale des 25 pays croît au taux de 2,3 %, la population vivant dans les centres secondaires et en milieu rural ne croîtrait qu'au taux de 0,9 %.

CONCLUSION

Cette communication ne vise pas à sacrifier au mythe du chiffre. Elle a pour but de montrer, au-delà de la difficulté d'élaborer de telles perspectives, et des critiques qui peuvent être adressées à ce genre de tentative, la rapidité du développement des grandes villes dans cette région du monde. Même si dans le détail, certains éléments de ces perspectives peuvent se trouver erronés, il n'empêche que si les tendances passées se poursuivent, les villes de plus de 100.000 habitants qui devaient être au nombre de trois à la fin de la deuxième guerre mondiale (Tananarive, Dakar, Kinshasa) pourraient dépasser la quarantaine en 1985 et regrouper alors plus de 20 % de la population totale des pays considérés. Un tel phénomène a des conséquences considérables et doit être présent à l'esprit de tous les responsables.

Tableau I - Evolution de la population totale et de la population urbaine (villes de plus de 100.000 habitants)

PAYS	DONNEES DE BASE		PROJECTIONS (en milliers)		1 9 8 0				1 9 8 5			
	Date	Effectif	Au 1 ^{er} janvier 1980	Au 1 ^{er} janvier 1985	Nombre de villes	Population des villes	Population totale	%	Nombre de villes	Population des villes	Population totale	%
BENIN	25.03.79	3.338.240	3.401	3.879	2	490	3.401	14	2	735	3.879	19
BURUNDI	15.08.79	4.021.910	4.059	4.606	1	165	4.059	4	1	215	4.606	5
CAMEROUN	16.04.76	7.131.833	8.415	9.524	3	1.030	8.415	12	5	1.670	9.524	18
CAP VERT	15.02.70	272.571	325	358	-	-	325	0	-	-	358	0
CENTRAFRIQUE	31.12.75	2.088.000	2.260	2.492	1	315	2.260	14	1	420	2.492	17
COMORES	01.08.66	244.905	339	382	-	-	339	0	-	-	382	0
CONGO	15.03.74	1.319.790	1.481	1.634	2	675	1.481	46	2	960	1.634	50
COTE D'IVOIRE	01.05.75	6.714.040	7.743	8.897	3	1.870	7.743	24	4	3.175	8.897	36
DJIBOUTI	31.12.76	250.000	322	364	1	160	322	50	1	220	364	60
GABON	01.06.70	508.016	567	604	1	155	567	27	1	235	604	39
GUINEE BISSAU	22.04.79	777.214	784	846	-	-	784	0	1	115	846	14
GUINEE EQUATORIALE ..	-	-	363	408	-	-	363	0	-	-	408	0
HAUTE VOLTA	17.12.75	5.638.203	5.930	6.380	2	320	5.930	5	2	425	6.380	7
MADAGASCAR	30.06.75	7.603.790	8.528	9.659	1	510	8.528	6	2	715	9.659	7
MALI	09.12.76	6.308.320	6.838	7.807	1	410	6.838	6	1	570	7.807	7
MAURICE	30.06.72	851.334	938	1.012	2	290	938	31	2	340	1.012	34
MAURITANIE	15.12.76	1.419.939	1.481	1.590	1	180	1.481	12	1	250	1.590	16
NIGER	20.11.77	5.098.427	5.368	6.092	1	230	5.368	4	1	390	6.092	6
RWANDA	16.08.78	4.819.317	5.053	6.044	1	155	5.035	3	1	295	6.044	5
ST THOMAS ET PRINCE ..	30.11.70	73.811	92	104	-	-	92	0	-	-	104	0
SENEGAL	23.04.76	5.004.721	5.373	5.919	3	1.320	5.373	25	4	1.830	5.919	31
SEYCHELLES	05.05.71	52.650	63	69	-	-	63	0	-	-	69	0
TCHAD	15.04.64	3.254.000	4.412	4.861	1	325	4.412	7	1	470	4.861	10
TOGO	01.04.70	1.949.493	2.566	2.908	1	330	2.566	13	1	480	2.908	17
ZAIRE	01.07.70	19.432.537	23.183	25.537	10	6.615	23.183	29	10	10.165	25.537	40
TOTAL			99.884	111.976	38	15.545	99.884	16	44	23.675	111.976	21

Enfin quatre villes ont plus d'un million d'habitants : Abidjan, Dakar, Kananga et Kinshasa.

Le tableau III fournit à chacune des deux dates 1980 et 1985, et pour chacun des 25 pays considérés, le nombre de ses villes de plus de 100.000 habitants, leur population, la population totale du pays, et le rapport entre ces deux effectifs qui représente le taux d'urbanisation pour les villes de plus de 100.000 habitants.

Au total pour l'ensemble des 25 pays, la population des villes de plus de 100.000 habitants passerait de 15,5 millions à 23,7 millions, soit un taux annuel d'accroissement de 8,8 %. Le taux d'urbanisation de l'ensemble passerait de son côté de 16 à 21 %.

Les indicateurs sont très variables d'un pays à l'autre. Il faut signaler le poids du Zaïre qui en 1985 abriterait plus de 10 millions de personnes dans ses villes de plus de 100.000 habitants.

Six pays ont en 1980 plus de 25 % de leur population concentrée dans les villes de plus de 100.000 habitants, cette proportion était supérieure à 31 % en 1985. Il s'agit de Djibouti, du Congo, de Maurice, du Zaïre, du Gabon et du Sénégal.

Notons enfin que si la population totale des 25 pays croît au taux de 2,3 %, la population vivant dans les centres secondaires et en milieu rural ne croîtrait qu'au taux de 0,9 %.

CONCLUSION

Cette communication ne vise pas à sacrifier au mythe du chiffre. Elle a pour but de montrer, au-delà de la difficulté d'élaborer de telles perspectives, et des critiques qui peuvent être adressées à ce genre de tentative, la rapidité du développement des grandes villes dans cette région du monde. Même si dans le détail, certains éléments de ces perspectives peuvent se trouver erronés, il n'empêche que si les tendances passées se poursuivent, les villes de plus de 100.000 habitants qui devaient être au nombre de trois à la fin de la deuxième guerre mondiale (Tananarive, Dakar, Kinshasa) pourraient dépasser la quarantaine en 1985 et regrouper alors plus de 20 % de la population totale des pays considérés. Un tel phénomène a des conséquences considérables et doit être présent à l'esprit de tous les responsables.

Tableau II - Perspectives des villes de plus de 100.000 habitants

PAYS	VILLE	Taux annuel moyen (%) d'accroissement	Projection au 1 ^{er} janvier (en milliers)	
			1980	1985
BENIN	COTONOU	9,5	360	565
	Porto Novo	5,0	130	170
BURUNDI	BUJUMBURA	5,8	165	215
CAMEROUN	Bafoussan	5,5	(75)	100
	Douala	6,0	495	660
	Garoua	7,5	(75)	105
	Nkongsamba	6,9	115	155
	YAOUNDE	9,2	420	650
CENTRAFRIQUE	BANGUI	6,0	315	420
CONGO	BRAZZAVILLE	5,7	375	495
	Pointe Noire	9,1	300	465
COTE D'IVOIRE	ABIDJAN	11,0	1.555	2.625
	Bouaké	7,0	210	290
	Daloa	9,1	105	160
	Man	6,5	(75)	100
DJIBOUTI	DJIBOUTI	6,9	160	220
GABON	LIBREVILLE	8,6	155	235
GUINEE BISSAU	BISSAU	5,7	(90)	115
HAUTE-VOLTA	Bobo Dioulasso	4,2	125	155
	OUAGADOUGOU	7,0	195	270
MADAGASCAR	Fianarantsoa	4,8	(85)	105
	TANANARIVE	3,7	510	610
MALI	BAMAKO	6,7	410	570
MAURICE	Beau Bassin	3,1	105	120
	PORT LOUIS	3,3	185	220
MAURITANIE	NOUAKCHOTT	6,8	180	250
NIGER	NIAMEY	10,9	230	390
RWANDA	KIGALI	13,6	155	295
SENEGAL	DAKAR	5,6	1.040	1.365
	Kaolack	4,7	140	175
	Thiès	5,0	140	180
	Ziguinchor	5,8	(80)	110
TCHAD	N'DJAMENA	7,7	325	470
TOGO	LOME	7,9	330	480
ZAÏRE	Bukavu	9,4	325	505
	Kananga	11,9	1.000	1.760
	Kikwit	8,2	245	365
	KINSHASA	9,9	2.970	4.760
	Kisangani	8,0	475	700
	Likasi	5,7	250	325
	Lubumbashi	5,3	535	690
	Matadi	4,3	175	215
	Mbandaka	8,1	230	335
	Mbuji-Mayi	4,5	410	510
TOTAL			15.545 (1)	23.675

(1) Non compris les villes de moins de 100.000 habitants dépassant ce chiffre en 1980.

DISCUSSION

J.-P. DUCHEMIN. – Existe-t-il des familles de courbes, selon des modèles de croissance différents ?

F. GENDREAU. – Pas de types de croissance différente d'une façon générale, mais une étude plus fine en ferait certainement apparaître.

R. DE MAXIMY. – Ne peut-on, sans se cantonner à la seule démographie, utiliser des corrélations avec d'autres séries comme – par exemple – l'évolution des aires urbanisées ?

Y. MARGUERAT. – Les chiffres ne sont pas tous rigoureux, d'où l'allure en dents de scie des courbes. Or, jamais (sauf cas exceptionnels : guerre par exemple), les grandes villes ne regressent d'une année sur l'autre. Alors comment raisonner sur les pentes de ces courbes et les comparer entre elles ? Beaucoup de ces chiffres ne reposent pas sur des enquêtes scientifiques (en Côte d'Ivoire, le recensement de 1975 est le tout premier ; avant, il n'y a eu que quelques coups de sonde). C'est-à-dire qu'il faut « lisser » ces courbes, donner des coups de pouce pour gommer les données qui paraissent trop aléatoires. Autrement dit, traiter empiriquement les données avant de les envisager avec rigueur. C'est assez acrobatique quant à l'épistémologie, mais que faire d'autre ?

W. BENICHOU. – La formule proposée est classique, mise à part la constante A. Comment calculer le bilan migratoire (I-E) lorsqu'on sait les difficultés de quantification.

F. GENDREAU. – La question « où étiez-vous il y a 5 ans » donnerait un I beaucoup plus fin.

R. DEVAUGES. – En comparant les chiffres peut-on tenir compte du caractère mutationnel et non progressif de la délimitation du périmètre urbain : plus grand que l'agglomération réelle, dans le cas le plus favorable. Dans d'autres cas l'agglomération rejoint et dépasse le périmètre administratif : dans ce cas on « manque » une partie de la ville réelle, fonctionnelle. Je pense qu'une analyse plus fine du recensement permet de maîtriser assez facilement cette cause artificielle de mise des courbes « en dents de scie ».

F. GENDREAU. – La documentation n'est pas très claire : dans certains cas c'est l'agglomération, dans d'autres c'est la ville. Ce n'est hélas pas toujours précisé dans la documentation.

G. MAINET. – 1) Les chiffres pour Douala en 1985 semblent sous-estimés. Sachant que le trafic portuaire va doubler ou tripler ne peut-on prévoir que la population augmentera à un rythme supérieur à 6 % ? 2) la comparaison des périmètres urbains de Yaoundé et Douala ne laisse pas augurer le rattrapage de l'une par l'autre. Il faudrait ajouter à Douala la population de Bonabéri qui n'est pas véritablement indépendante.

A. DUBRESSON. – Les limites administratives de référence sont très importantes. Pour les métropoles de 1 000 000 d'habitants il faudrait publier aussi l'assiette administrative du recensement et ses transformations progressives lors des différents recensements.

G. LA COGNATA. – Il faut distinguer entre les recensements et les estimations sans base scientifique sérieuse.

F. GENDREAU. – Des séries de chiffres sont tout à fait aléatoires. Si on veut s'appuyer sur ce qui est connu, il n'y a plus de recherche à faire ; un perspectiviste se trompe toujours, mais les résultats ne sont pas toujours sans intérêt.

J. CABOT. – Le tableau sur les perspectives d'accroissement des villes de plus de 100 000 habitants fait ressortir que les taux d'accroissement les plus élevés concernent les villes de 1^{er} rang (capitales) à l'exception du Congo où Pointe Noire s'accroît plus rapidement que Brazzaville et Madagascar où Fianarantsoa progresse plus vite qu'Antananarivo. Le fait de vous être nécessairement limité aux villes de plus de 100 000 habitants gomme le phénomène d'accroissement très rapide des villes de 3^e rang avec parfois des taux aussi élevés que ceux des capitales en raison même des chiffres très bas du nombre d'habitants au départ.

Y. MARGUERAT. – La population des villes de 3^e ordre (5/20 000 habitants) est globalement peu importante, même avec des croissances à rythme rapide, cela ne représente qu'une masse humaine faible : 10 % de la population urbanisée pour Côte d'Ivoire, Ghana, et Cameroun. Par contre les villes moyennes (20/100 000 habitants) ont un poids très variable par rapport aux métropoles : en baisse en Côte d'Ivoire, face à Abidjan ; en hausse au Cameroun, face au tandem Douala-Yaoundé ; au Ghana en hausse entre 1948 et 1960 (apogée de l'économie cacaoyère et des petites villes de la forêt), en baisse de 1960 à 1970, quand s'impose le poids d'Accra.